

Unité interdépartementale des Alpes du Sud  
84, rue des Artisans, ZI Saint-Joseph  
04100 Manosque

Manosque, le 03/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **KEM ONE**

Saint-Auban  
04600 Château-Arnoux-Saint-Auban

Référence : SPR/2025/394  
Code AIOT : 0006410873

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2025 dans l'établissement KEM ONE implanté Usine de Saint-Auban 04160 Château-Arnoux-Saint-Auban. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale visant à identifier les économies d'eau réalisables et les acter éventuellement par arrêté préfectoral complémentaire. L'établissement Kem One Saint-Auban fait par ailleurs partie de la liste des sites industriels engagés dans le "Plan Eau", plan national pour un objectif global de 10% d'économie d'eau pour les acteurs industriels à l'horizon 2030.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KEM ONE
- Usine de Saint-Auban 04160 Château-Arnoux-Saint-Auban
- Code AIOT : 0006410873
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'activité principale de l'établissement Kem One à Saint-Auban est la production de poudre de polychlorure de vinyle (PVC) par le procédé MSP (Microsuspension). Cette poudre de PVC est utilisée dans la fabrication du PVC émulsion, produit à forte valeur ajoutée, dédié à la fabrication de revêtements de sols et muraux, de cuirs synthétiques, de mastics pour l'automobile et le bâtiment, de jouets, de gants, etc.

L'unité MSP a une capacité de fabrication autorisée de 75 000 t/an.

Le site comprend également :

- des installations de stockage de matières premières et de produits finis,
- un atelier de conditionnement,
- une unité de production d'eau déminéralisée,
- une installation de prétraitement des effluents aqueux,
- un laboratoire d'application plastique.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action nationale sobriété hydrique
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III	Demande d'action corrective	1 mois
2	Sobriété hydrique en situation pérenne (ACD 04)	Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, article Annexe 5	Demande d'action corrective	1 mois
3	Réductions d'eau de l'exploitant en situation de sécheresse (ACD 04)	Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, article Annexe 5	Demande d'action corrective	1 mois
4	Calcul des volumes de réduction en situation de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
6	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Données de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement Kem One Saint-Auban est dans une démarche de réduction des prélèvements d'eau engagée depuis plusieurs années. Des actions ont été mises en œuvre, d'autres sont en cours ou à l'étude, permettant des gains significatifs sur les prélèvements. Il est attendu à l'issue de l'inspection une mise à jour du plan de sobriété hydrique de l'exploitant pour clarifier les engagements pris par l'exploitant pour la maîtrise des prélèvements en situation de sécheresse, le pré-paramétrage de l'application GIDAF pour la surveillance des prélèvements en situation de sécheresse, ainsi qu'une réflexion sur des pistes de réduction supplémentaires (recyclage des eaux).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.  III - Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : -l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; -les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; -les secteurs collectés et les réseaux associés ; -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; -les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un plan des égouts à jour (réf : PVC ensemble caniveaux). Concernant l'alimentation en eau, les réseaux enterrés (eau brute et eau potable) appartiennent et sont exploités par la société Arkema. Tous les réseaux exploités par Kem One sont en aérien. L'exploitant dispose d'un plan (réf : "PID réseau eau brute") présenté le jour de l'inspection. Celui-ci présente certains manquements (exemple : alimentation des tours aéroréfrigérantes non représentée).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant, sous un délai de 1 mois, de mettre à jour et de transmettre le plan des réseaux d'alimentation en eau du site en intégrant notamment les différents compteurs, l'alimentation des tours aéroréfrigérantes.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : Sobriété hydrique en situation pérenne (ACD 04)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, article Annexe 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau en fonctionnement courant
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions applicables aux activités industrielles commerciales et artisanales s'appliquent sauf si : [...] b) L'établissement peut démontrer que ses prélèvements en eau ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activités, actions et investissements spécifiques,...). L'établissement tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document spécifique argumenté permettant de justifier qu'il relève de ce cadre particulier d'application.
<b>Constats :</b>  Les points de distribution d'eau sur l'établissement Kem One Saint-Auban sont les suivants : - distribution d'eau brute (à partir des puits de pompage dans la nappe de la Durance exploités par la société Arkema) : 6 sous-compteurs sont installés aux départs de réseaux (aériens) exploités par Kem One, ils permettent de comptabiliser les consommations des différents ateliers. - distribution d'eau potable (réseaux enterrés exploités par Arkema). Il est à noter que : - une partie de l'eau brute distribuée à Kem One par Arkema est dédiée à la production d'eau déminéralisée, une part de cette eau déminéralisée est redistribuée à Arkema, - une partie de l'eau brute utilisée par Arkema est dédiée à la production de vapeur dont une part est redistribuée à Kem One. En conséquence, les volumes d'eau nécessaires à la production de vapeur pour Kem One sont ajoutés à son bilan hydrique. En revanche, les volumes nécessaires à la production d'eau déminéralisée pour Arkema sont retirés.  L'ensemble des points de prélèvement relèvent de l'arrêté cadre départemental sécheresse. Ce texte est actuellement en cours de révision. Il prévoit l'intégration de la nappe alluviale de la Durance dans son périmètre d'application.  Les différents arrêtés préfectoraux réglementant l'activité de l'établissement ne prévoient pas de volume maximal de prélèvement pour les différentes ressources (eau potable, eau brute distribuée par la société Arkema, eau brute nécessaire à la production de vapeur distribuée par Arkema). Sur la base des volumes de prélèvement déclarés et sur la base des projets sur l'établissement, des volumes maximums de prélèvement seront fixés dans le cadre des dossiers d'instruction en cours (réexamen IED notamment).  En cas d'épisode de sécheresse, l'exploitant prévoit l'application de son PSH (Plan de Sobriété Hydrique). La dernière version de ce plan a été transmise à l'inspection des installations classées (réf : "PSH KEM ONE Saint Auban 2025"). L'analyse de ce document montre : - un volume annuel prélevé de l'ordre de 300 000 m3, - une consommation en eau globalement à la baisse depuis 2017 (à noter néanmoins une augmentation en 2023 et 2024 à corréliser avec une augmentation de la production), - une consommation spécifique en baisse également,

- des actions de réduction des prélèvements engagées et terminées pour certaines d'entre elles,
- des actions de réduction des prélèvements à venir ou à l'étude.
- une consommation d'eau potable qui semble maîtrisée mais qui a été multipliée par 3 sur les 3 dernières années.

Actuellement, les activités nécessitant les plus importants prélèvements en eau sont les suivantes :

- eau d'appoint pour les tours aéroréfrigérantes (environ 35%),
- production d'eau déminéralisée (environ 30%),
- production de vapeur (10%).

Les actions de réduction structurelles déjà engagées représentent une économie d'eau d'environ 38 000 m<sup>3</sup>. Il est à noter que l'exploitant a également supprimé un refroidissement en circuit ouvert, permettant une économie d'eau de l'ordre de 49 000 m<sup>3</sup>.

Les actions de réduction structurelles prévues représentent une économie d'eau d'environ 29 000 m<sup>3</sup>, dont 23 000 m<sup>3</sup> avec le projet de régulation des purges au niveau des tours aéroréfrigérantes. Ce projet était prévu pour 2023/2024. Il consiste en une automatisation de la purge en lien avec la conductivité du circuit d'eau de refroidissement, associée à une injection d'acide sulfurique permettant de réduire la concentration en sels minéraux dans le circuit. L'asservissement de la purge à la conductivité a été mis en place (vu lors de la visite de terrain), l'injection d'acide sulfurique sera opérationnelle à l'été 2025. Les économies d'eau conséquentes à la finalisation du projet pourront être vérifiées lors des mois suivants. Le PSH prévoyait également la mise en place d'un préchauffage des effluents avant leur stripping, représentant une économie d'eau de l'ordre de 3 000 m<sup>3</sup>. Cette action a été réalisée avec l'installation d'un échangeur spiralé en 2023.

Concernant les autres actions de réduction prévues, à savoir le préchauffage des latex en amont des Nirox, celles-ci apparaissent "à l'étude" sur le PSH avec des années de réalisation échelonnées entre 2023 et 2025. Compte tenu du contexte économique de l'établissement, ces actions sont reportées aux prochaines années.

Lors de l'inspection, la problématique des pompes nécessitant un arrosage de leur garniture mécanique a été évoquée. Ce point avait été relevé lors de l'inspection du 14/09/2023 : il apparaissait qu'historiquement, 35 postes techniques étaient équipés de pompes de cette technologie. En 2023, 20 postes avaient été remplacés, représentant une économie d'eau d'environ 18 000 m<sup>3</sup> (apparaissant dans le PSH). En réponse à l'inspection du 14/09/2023, l'exploitant s'est engagé à remplacer les derniers postes, estimant l'économie d'eau potentielle à environ 14 000 m<sup>3</sup>. A l'heure actuelle, les pompes n'ont pas pu être remplacées du fait de problèmes techniques rencontrés lors de leur installation.

Par ailleurs, à la suite de l'inspection du 14/09/2023, un rapport d'économie d'eau a été transmis par l'exploitant. Celui-ci identifie certaines pistes de réduction, avec notamment recyclage de différents flux. Ces actions n'ont pas été approfondies à l'heure actuelle.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant, sous un délai de 1 mois, de mettre à jour son PSH, en intégrant notamment les éléments suivants :

- actualisation des actions de réduction des prélèvements engagées ou futures, avec notamment l'ajout des économies réalisables par le remplacement des pompes nécessitant un arrosage des garnitures mécaniques,
- actualisation des volumes maximum autorisés et envisagés aux différents stades en cas de situation hydrologique déficitaire, pour les eaux souterraines et les eaux potables (onglet III du

<p>PSH), les volumes de 247 et 290 m<sup>3</sup> apparaissant dans le PSH étant des volumes de réduction et non des volumes maximum autorisés,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- calcul du volume journalier de référence, pour les eaux souterraines et l'eau potable (onglet IV du PSH),</li> <li>- actualisation du volet I avec la zone d'alerte Nappe de la Durance identifiée dans l'ACD du 12 mai 2025 et des précisions sur le suivi des prélèvements et des rejets</li> <li>- engagement sur une action continue de recherche de fuites et de maintenance dans les différents réseaux d'eau (y compris le réseau incendie),</li> <li>- mise en place d'un suivi régulier des consommations d'eau auprès de la direction du site ainsi qu'auprès du personnel d'exploitation.</li> </ul> <p>Il est également demandé à l'exploitant d'approfondir la solution de recyclage des eaux de rejet en définissant notamment les solutions de traitement qui pourraient être mises en place, et les concentrations pouvant être atteintes en sortie de ce traitement pour les différents polluants (en lien avec les objectifs de valeurs limites d'émission dans le cadre du réexamen IED).</p> <p>Il est enfin demandé de rechercher les causes de l'augmentation récente de la consommation en eau potable.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Réductions d'eau de l'exploitant en situation de sécheresse (ACD 04)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, article Annexe 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des restrictions en situation de sécheresse + exemptions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour toutes les ICPE :</p> <p>Vigilance : Sensibiliser les exploitants aux règles de bon usage d'économie d'eau</p> <p>Alerte/Alerte renforcée/Crise : Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (ex/ opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique.</p> <p>Les dispositions applicables aux activités industrielles commerciales et artisanales s'appliquent sauf si :</p> <p>a/ L'établissement bénéficie d'un AP comportant des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse. L'AP d'autorisation de l'établissement prévaut alors.</p> <p>b/ L'établissement peut démontrer que ses prélèvements en eau ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activités, actions et investissements spécifiques,...). L'établissement tient à la disposition de l'inspection des installations classées un</p>

document spécifique argumenté permettant de justifier qu'il relève de ce cadre particulier d'application.

[...]

---

Installations visées par les niveaux de gravités: ICPE dont la consommation d'eau est supérieure à 1000 m3/an

Vigilance : Sensibiliser les exploitants aux règles de bon usage d'économie d'eau

Alerte :

- Réduction des prélèvements d'eau de 20 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année en cours hors période de sécheresse

Alerte renforcée :

- Réduction des prélèvements d'eau de 40 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année en cours hors période de sécheresse

Crise :

L'interdiction de prélever peut-être décidée par le préfet de département.

#### **Constats :**

Concernant les actions de réduction conjoncturelles, le PSH mentionne un volume de 247 m3/j susceptible d'être économisé. Il correspond à l'arrêt du nettoyage de certaines capacités. L'exploitant considère désormais que cette économie n'est pas pertinente compte tenu des problématiques (notamment en matière de sécurité) qu'elle engendre.

Aucun stade de gravité de sécheresse n'a été déclenché depuis 2022. L'exploitant considère que l'établissement a réduit son prélèvement d'eau d'au moins 20% depuis le 1er janvier 2018 et qu'il n'ait ainsi pas soumis aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction en période de sécheresse. Ce positionnement est discutable compte tenu du fait qu'une partie du volume économisé (49 000 m3) correspond à une mise en conformité réglementaire. On rappelle en outre que l'établissement est soumis à l'arrêté cadre départemental pour la gestion de la sécheresse du 12 mai 2025 et que cet arrêté préfectoral ne prévoit pas d'exonération sur le critère des économies réalisées antérieurement mais uniquement la possibilité de limiter les efforts de réductions à des « mesures proportionnées », par rapport aux taux de réduction prescrits par défaut (-10 % si alerte, -20 % si alerte renforcée), comme précisé dans la note d'accompagnement du PSH du 6 février 2025 diffusée par la DREAL PACA. On rappelle ainsi que des engagements minimums sont attendus pour la diminution des prélèvements en situation de sécheresse :

- report des exercices incendie et/ou récupération des eaux
- la réparation prioritaire des fuites,
- le report des épreuves de capacité si possible (sur lesquelles l'exploitant devra se positionner clairement) et/ou récupération des eaux associées,
- la réduction du nettoyage des ateliers, si possible.

Néanmoins, d'autres actions de réduction structurelles significatives ont été engagées ou sont en cours. Au vu des volumes de réduction importants encore prévus, des actions de réduction en situation de sécheresse plus proportionnées peuvent être acceptées (cf point de contrôle précédent).



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Calcul des volumes de réduction en situation de sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des volumes de réduction applicables
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.</p> <p>Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.</p> <p>Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant considérant que l'établissement n'est pas soumis aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 (cf point de contrôle précédent), il n'a pas déterminé le volume de référence défini dans ce même article. Le calcul de ce volume pourra être pertinent pour l'application éventuelle de mesures de réduction définies dans les arrêtés cadres sécheresse ou dans le plan de sobriété hydrique. Il permettra à l'exploitant de se positionner par rapport aux taux de réduction prescrits en situation de crise par l'ACD.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un délai de 1 mois, de calculer et de tenir à jour le volume de référence défini à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Données de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les différents points de distribution d'eau sont équipés de compteurs. Ceux-ci sont raccordés au système "PI" de l'exploitant, permettant une visualisation et un enregistrement en continu des volumes (vérifié en salle de contrôle pour l'un des compteurs lors de la visite de terrain). L'exploitant dispose par ailleurs d'un registre sur lequel les volumes sont répertoriés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – Déclaration hebdomadaire sur GIDAF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite conformément à l'arrêté ("GIDAF") du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas paramétré son cadre de surveillance via le module "Gestion de l'eau" de l'application GIDAF.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant sous un délai de 1 mois de paramétrer le module "Gestion de l'eau" sur l'application GIDAF.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>